



6 novembre 2015

SECTEUR AGRICOLE CANADIEN : LA CHUTE DU HUARD AMORTIT CELLE DES PRIX

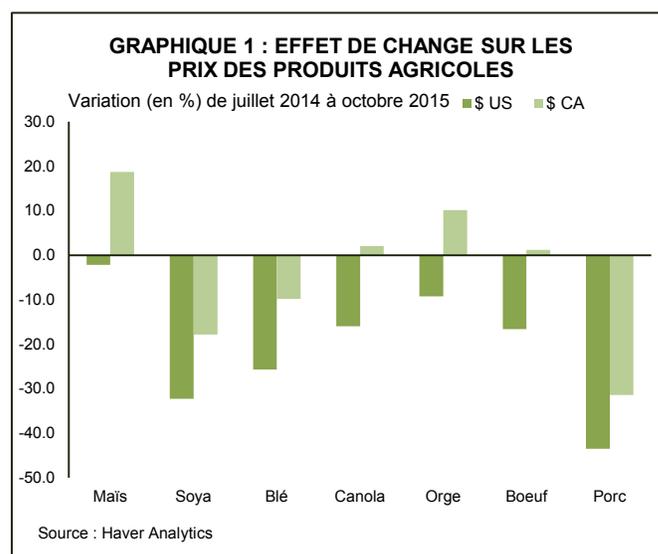
Faits saillants

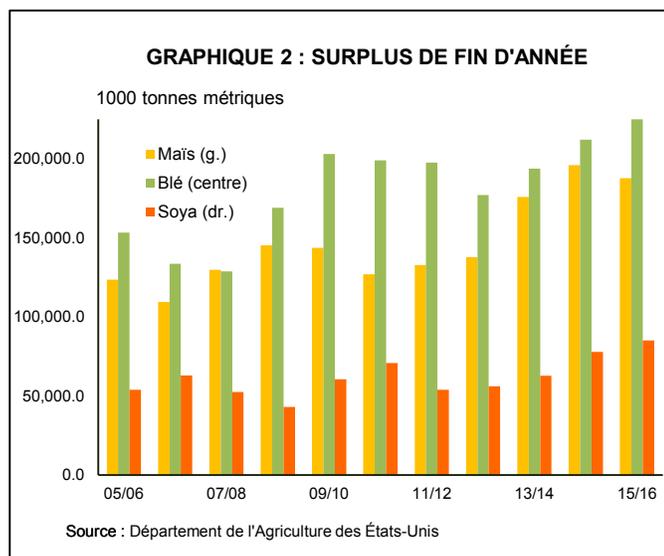
- Nourrie par l'accumulation des stocks et l'incertitude entourant le marché chinois en particulier, la baisse des prix des cultures s'est poursuivie suivant la tendance observée au cours des trois dernières années. Les prix du bétail ont également été poussés à la baisse, malgré un resserrement des conditions du marché.
- Au Canada, toutefois, des conditions météorologiques défavorables à la croissance en Alberta et en Saskatchewan ont entraîné une diminution des rendements et des niveaux de production pour la plupart des cultures, alors que le Manitoba et le centre du Canada ont enregistré des gains.
- La baisse du dollar canadien a quelque peu contribué à neutraliser la baisse des prix, le prix en dollars canadiens de certains produits agricoles de base ayant même enregistré une hausse.
- S'il est ratifié, le Partenariat transpacifique, un accord de libre-échange négocié récemment, pourrait être très profitable au secteur agricole canadien en abaissant les tarifs douaniers et en facilitant l'accès des viandes et des cultures aux marchés des pays signataires.

Les derniers mois ont été mouvementés pour les produits agricoles, alors que la plupart des secteurs ont succombé aux pressions à la baisse qui ont touché l'ensemble des produits de base. Les inquiétudes grandissantes entourant l'économie chinoise, importante consommatrice de produits de base, ont pesé sur les prix des cultures et accéléré la tendance à la baisse observée au cours des trois dernières années, principalement nourrie par l'accumulation des stocks mondiaux. Malgré un resserrement du marché, les prix du bétail ont également reculé. Les agriculteurs canadiens ont profité du plongeon du huard vers les 0,75 \$ US, qui a contribué à amortir la chute des prix des produits agricoles dont la valeur est établie en dollars américains.

À court terme, nous nous attendons à ce que l'abondance de l'offre continue à stabiliser les prix des cultures et que la croissance des cheptels limite la hausse des prix du bétail. Cela dit, la poursuite probable de la chute du dollar canadien continuerait à réduire l'impact de la baisse des prix ainsi que les faibles pressions sur les coûts des intrants.

À plus long terme, la demande et les prix des produits alimentaires continueront de profiter de la croissance de la population et des revenus mondiaux. Au Canada de saisir les occasions ainsi créées. S'il est ratifié, le Partenariat transpacifique, un accord de libre-échange négocié récemment, pourrait être très profitable aux producteurs agricoles canadiens en abaissant les tarifs douaniers et en facilitant l'accès des viandes et des cultures aux marchés des





pays signataires. Bien qu'elle ne participe pas à l'accord, la Chine continuera de représenter un marché important pour les agriculteurs canadiens en raison de sa taille et de l'ampleur de sa croissance.

L'abondance des stocks maintient la pression sur les prix des cultures

Après deux ans de récoltes exceptionnelles, les rendements mondiaux ont continué de surpasser les attentes en 2015 grâce à des conditions météorologiques favorables dans plusieurs régions agricoles. Selon les estimations, la production mondiale de blé, de soya et de maïs a atteint des niveaux records en 2014-2015, entraînant une nouvelle augmentation des stocks, déjà très élevés. En outre, pour la première fois au cours d'une même saison depuis la fin des années 1990, chacune des trois grandes cultures a enregistré un rendement record. Entre-temps, l'appréciation du dollar américain, monnaie dans laquelle est établie la valeur de la plupart de produits de base en Amérique du Nord, a limité la demande pour les exportations états-uniennes. L'abondance de l'offre et la faiblesse de la demande ont certainement contribué à la tendance à la baisse des prix des cultures observée récemment. Les marchés financiers ont également participé au déclin des derniers mois, la volatilité et l'incertitude entourant l'économie mondiale (l'économie chinoise en particulier) ayant mené à une forte réduction des positions nettes détenues à des fins non commerciales sur la plupart des cultures.

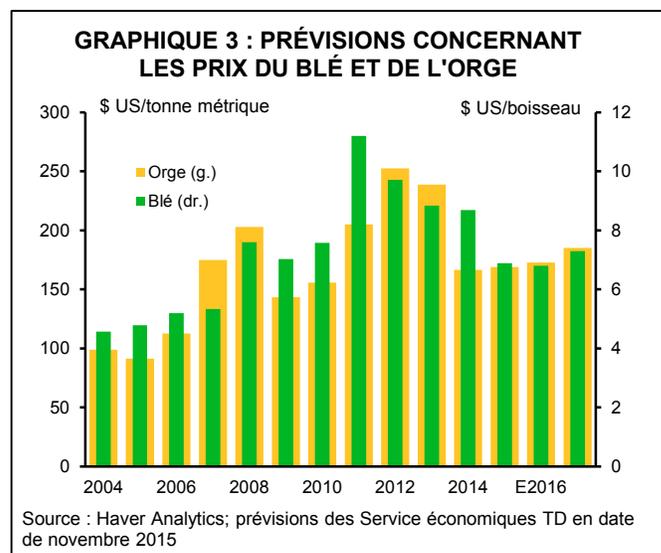
Alors que de nombreuses régions productrices ont connu des conditions de croissance favorables, le Canada s'est avéré l'exception à la règle. Une sécheresse dans les provinces des Prairies a mené à la saison de croissance la plus

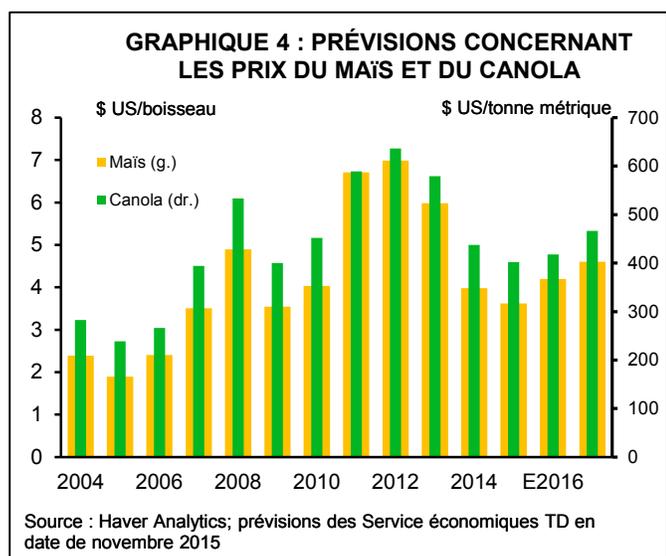
sèche depuis 2001. En fin de saison, des pluies tombées sur toutes les Prairies ont quelque peu atténué les pertes. Les rendements n'en ont pas moins chuté, entraînant une baisse de production en Alberta et en Saskatchewan. On estime que la récolte de blé a diminué de 15 % en Alberta et de 18 % en Saskatchewan, et que la production de canola a baissé de 25 % en Alberta et de 9 % en Saskatchewan au cours de la dernière année. L'énorme diminution de la récolte de canola en Alberta s'explique également par le gel tardif survenu en mai. Si le rendement de l'orge a aussi chuté, on observe une hausse du volume des récoltes en raison d'une augmentation des superficies cultivées.

Seule consolation : le Manitoba a connu une année de récolte exceptionnelle. Une augmentation des rendements et des superficies cultivées a contribué à une hausse de la production de blé, évaluée à 26 %, et de la production de soya, évaluée à 14 %; la production de canola, quant à elle, a plus ou moins stagné. Le maïs est la seule grande culture dont la baisse de rendement a entraîné une diminution des récoltes au Manitoba.

En dehors des Prairies, les agriculteurs s'en sont un peu mieux sortis. La production de maïs s'est accrue en Ontario et au Québec grâce à l'augmentation des rendements et des superficies cultivées. La récolte de soya a également augmenté au Québec, mais a baissé de 9 % en Ontario en raison de la diminution des rendements et des superficies cultivées.

Malgré les difficultés qu'ont connues certaines provinces, dans l'ensemble du pays, les producteurs ont profité de la faiblesse du dollar canadien. En effet, la chute du huard depuis le milieu de 2014 a contribué à neutraliser en partie la baisse des prix en dollars américains observée au cours de la même période. Dans certains cas, la déprécia-





tion a même mené à une augmentation des prix des produits agricoles (voir graphique). Bien que le coût des intrants importés des États-Unis, notamment l’engrais, ait augmenté, l’incidence nette sur le secteur agricole canadien devrait s’avérer positive.

La fluctuation des prix dépendra, comme toujours, des conditions météorologiques. À court terme, les récoltes réalisées dans l’hémisphère sud joueront un rôle crucial; jusqu’à maintenant, les prévisions sont positives. Sur le plan des superficies cultivées, la transition vers le soya devrait se poursuivre, puisque cette culture tend récemment à produire de meilleurs rendements et ses coûts de production sont moins élevés que ceux du maïs. Dans l’ensemble, en supposant des conditions de culture normales, les prévisions font état d’une nouvelle année record en 2015-2016 pour la production de blé et de soya, et annoncent une récolte d’orge de 7 % supérieure à la moyenne sur cinq ans. La production de maïs devrait se situer légèrement en deçà des résultats records de l’année précédente. Ces niveaux de production gonfleront davantage des stocks déjà abondants, et les surplus de blé et de soya atteindront de nouveaux sommets.

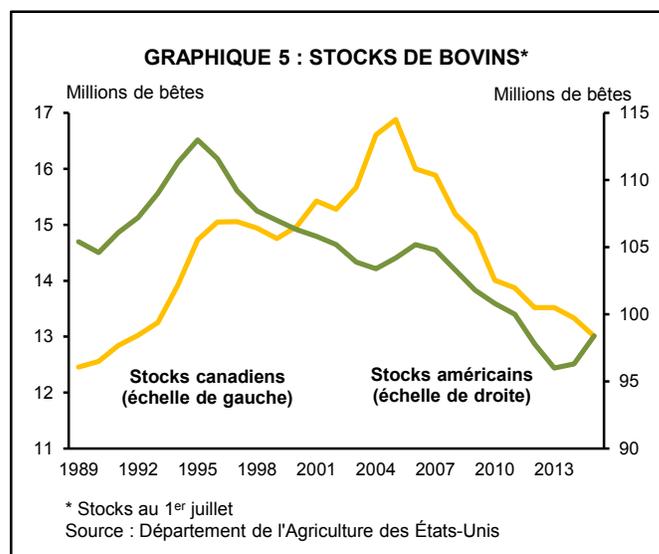
À moins de perturbations météorologiques majeures, les probabilités d’assister à une hausse des prix sont minces, puisqu’il faudra un certain temps pour faire baisser les quantités accumulées. Cela dit, au cours des deux prochaines années, une croissance modeste de la demande, jumelée à une absorption progressive des stocks, devrait semer les germes d’une appréciation constante, quoique lente, des principales cultures. Compte tenu de l’augmentation des superficies qui lui sont consacrées, le soya devrait se déprécier au cours de la période de prévision, alors que le maïs devrait s’apprécier

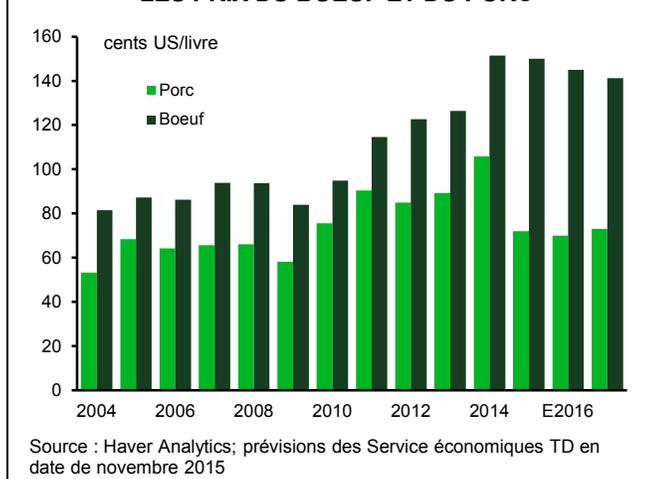
davantage. Si le cours du canola suit habituellement celui du soya, la forte demande, provenant principalement d’Asie, devrait permettre au canola de se vendre à prix fort.

Les prix du bétail devraient se maintenir

Les prix du bétail ont également enregistré des baisses assez importantes au cours de la dernière année. Le prix du porc évolue en dents de scie depuis l’éclosion du virus de la diarrhée épidémique porcine (DEP) en 2014; il a chuté de plus de 50 % entre la mi-2014 et mars 2015, avant de rebondir au deuxième trimestre. Depuis, en raison de la croissance de l’offre, les pressions à la baisse ont repris. Les producteurs américains ont commencé à regarnir leurs troupeaux, et au 1er septembre, on notait une hausse de 4 % des stocks par rapport au niveau de l’année précédente. Il s’agit du plus haut niveau enregistré depuis 1988. La croissance des cheptels a été beaucoup plus lente au Canada : hausse des stocks sur 12 mois d’à peine 1 % en juillet. À la lumière des difficultés éprouvées au cours de la dernière décennie et de l’accélération de la croissance des cheptels américains, les producteurs canadiens se montrent réticents à investir pour accroître leur production.

Sur le marché du bœuf, les prix ont chuté après avoir atteint des niveaux records en novembre dernier, notamment en raison de l’augmentation des poids vifs, qui gonfle les stocks de viande, et de l’affaiblissement de la demande pour les exportations résultant de l’appréciation du dollar américain. En outre, le cheptel bovin a commencé à grandir aux États-Unis, enregistrant une croissance sur douze mois de 1 % au 1er juillet, soit une première augmentation survenue en juillet depuis 2006. Au Canada, où les stocks ont



GRAPHIQUE 6 : PRÉVISIONS CONCERNANT LES PRIX DU BOEUF ET DU PORC


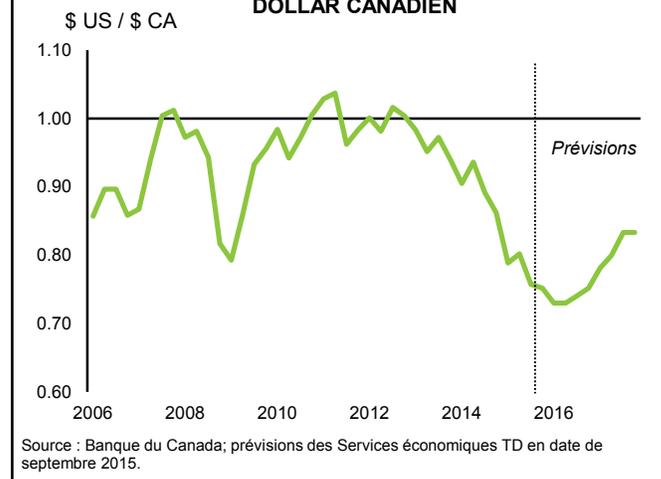
diminué de 2 %, la réduction du cheptel s’est poursuivie. La sécheresse sévère dans l’Ouest canadien et le prix élevé du foin n’ont rien fait pour inciter les agriculteurs à garnir leurs troupeaux cette année.

La dépréciation du dollar canadien a aussi joué un rôle important dans le secteur du bétail, atténuant l’impact de la baisse des prix établis en dollars américains. Nous croyons que le risque d’une baisse prochaine des prix du bétail est faible, puisque la croissance de la demande compensera vraisemblablement l’augmentation de l’offre. Nous nous attendons à ce que les prix demeurent relativement stables au cours des prochaines années, n’augmentant que légèrement par rapport aux niveaux actuels.

Malgré la baisse des prix, la rentabilité demeure élevée

L’an dernier, l’augmentation des volumes de ventes a contrebalancé la baisse des prix des cultures et permis aux exploitations agricoles de réaliser des bénéfices nets records de près de 14 milliards de dollars. Cette année, les bénéfices nets devraient être inférieurs en raison du recul de la production et des prix des cultures et du bétail. Cela dit, les faibles pressions sur les coûts devraient tout de même leur permettre de s’établir entre 12 et 13 milliards de dollars, ce qui serait bien au-dessus de la moyenne sur cinq ans de 1,06 milliard. En effet, plusieurs facteurs permettront de contrebalancer la chute des prix des produits de base.

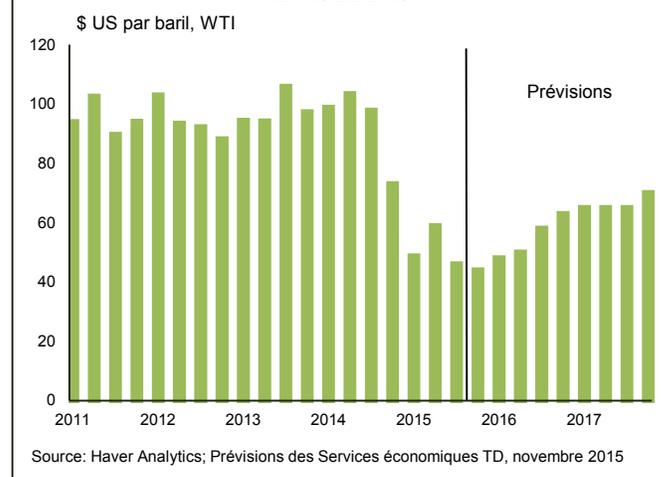
Dollar canadien – Le huard a perdu beaucoup de terrain au cours de la dernière année, ce qui (comme nous le mentionnions plus haut) a contribué à amortir la chute des prix des produits agricoles, bien que cela fasse grimper les coûts des intrants importés. Au cours des prochains mois, le dollar

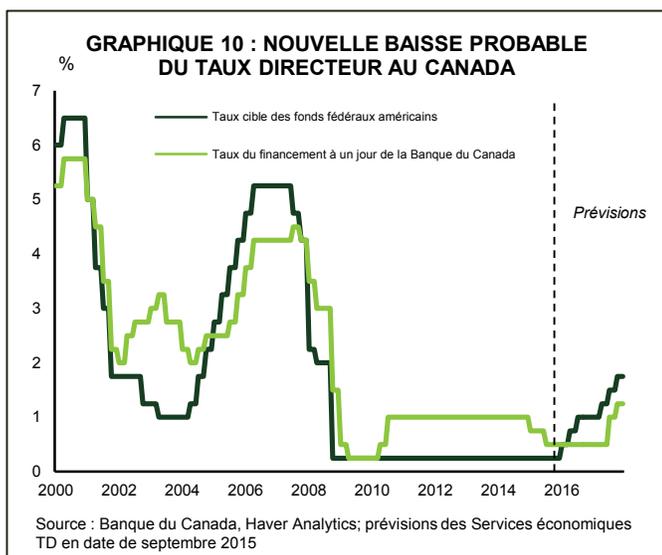
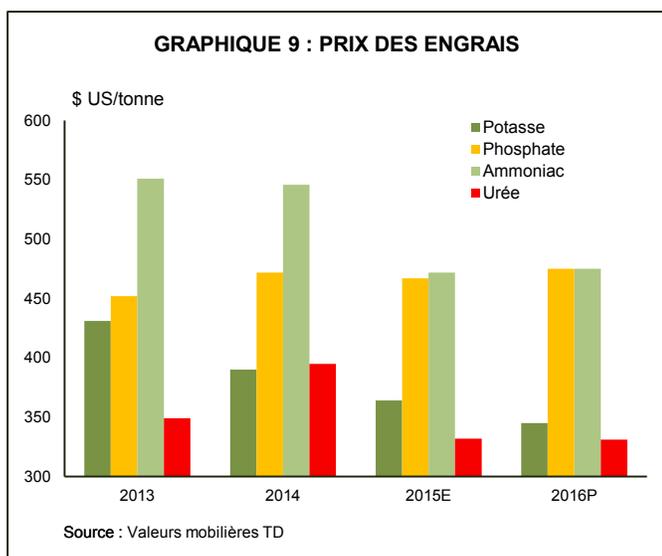
GRAPHIQUE 7 : PRÉVISIONS CONCERNANT LE DOLLAR CANADIEN


canadien devrait continuer de baisser, atteignant un creux de 0,73 \$ US au premier semestre du prochain exercice, ce qui devrait faire grimper les résultats nets des agriculteurs.

Prix de l’énergie – Le marché du pétrole brut demeure sursaturé; la production continue d’excéder largement la demande, et les stocks mondiaux atteignent des niveaux records. Nous prévoyons que les prix se maintiendront sous la barre des 50 \$ US le baril au cours des trois à six prochains mois, avant que le rééquilibrage du marché ne les fasse remonter progressivement. Le prix du brut de référence WTI devrait demeurer bas, n’atteignant 70 \$ US le baril qu’à la fin 2017. Le marché du gaz naturel est également saturé, ce qui empêche les prix de grimper. La tendance devrait se poursuivre et les prix se maintiendront vraisemblablement sous la barre des 4 \$ US le MBTU jusqu’à la fin de 2017.

Engrais – Cette année, la diminution de la demande

GRAPHIQUE 8 : PRÉVISIONS DES PRIX DU PÉTROLE BRUT




d'engrais au Brésil et aux États-Unis a été en partie contrebalancée par une demande en hausse en Chine et en Inde. Une baisse de la demande mondiale, jumelée à une hausse de la production minière, a pesé sur le cours de la potasse et devrait continuer à maintenir les prix bas jusqu'à la fin de 2016. Les prix des autres engrais ont suivi cette tendance, mais devraient pour la plupart demeurer relativement stables l'an prochain.

Taux d'intérêt – L'évolution de l'économie canadienne se conformant plus ou moins aux prévisions de la Banque du Canada et les pressions inflationnistes étant faibles, nous nous attendons à ce que la banque centrale reste confortablement sur la touche jusqu'au second semestre de 2017, offrant aux agriculteurs de faibles coûts d'emprunt au cours de la période de prévision.

Valeur des terres agricoles – La valeur des terres ag-

ricoles au Canada est en croissance depuis 1993, et elle a atteint un rythme annuel de 19 % entre 2011 et 2013. En 2014, les terres ont continué à prendre de la valeur, mais à un rythme moins soutenu (14 %), ce qui indique que la baisse des prix des produits agricoles a ralenti la croissance des prix des terrains. Les gains ont été répartis dans tout le pays : la Saskatchewan a affiché la plus forte augmentation, et Terre-Neuve-et-Labrador, où la croissance a été nulle, a été la seule province où les terres n'ont pas pris de valeur en 2014. Compte tenu des perspectives de hausse des prix, la croissance de la valeur des terres agricoles devrait s'essouffler davantage, bien qu'une décroissance soit peu probable à court terme.

Le secteur agricole pourrait profiter de l'accord de Partenariat transpacifique

Les perspectives à long terme pour le secteur agricole demeurent relativement prometteuses. La population mondiale est en croissance, et la demande de produits alimentaires augmentera avec elle. Cette croissance sera en grande partie soutenue par les marchés émergents, et les producteurs agricoles canadiens devraient s'efforcer d'améliorer leur accès à ces marchés. Le gouvernement canadien a récemment travaillé à accroître les échanges commerciaux avec des marchés à l'extérieur des États-Unis, et sa participation à l'accord de Partenariat transpacifique constitue un nouvel effort en ce sens. La ratification de cet accord par le Canada demeure toutefois incertaine en raison du changement de gouvernement, à la suite des élections d'octobre. De façon générale, le nouveau gouvernement libéral est favorable au libre-échange, mais ne signera pas l'accord avant d'en connaître les détails.

Même si les incertitudes quant à l'impact du Partenariat transpacifique sur l'économie canadienne resteront nombreuses d'ici à ce que le texte complet soit rendu public, tout indique que le secteur agricole en ressortira grand gagnant. L'élimination de tarifs sur des produits agricoles importants améliorerait la compétitivité des agriculteurs canadiens et leur faciliterait l'accès aux pays membres du Partenariat. Précisons qu'actuellement, le Canada ne bénéficie pas d'un traitement privilégié au Japon, en Malaisie et au Vietnam et doit payer de lourds tarifs douaniers; une participation à l'accord éliminerait ou réduirait grandement les tarifs et procurerait au Canada un accès privilégié dans les 15 à 20 ans, si ce n'est dès l'entrée en vigueur du Partenariat.

Le secteur du bétail pourrait en profiter grandement, puisque le tarif de 30 % pour les viandes porcine et bovine

au Vietnam et en Malaisie serait aboli en neuf ans ou moins et que le tarif de 38,5 % pour la viande bovine au Japon serait réduit pour s'établir à 9 % d'ici 15 ans. Au Japon, le tarif douanier pour le porc (4,3 %) qui est beaucoup moins élevé, serait aboli d'ici dix ans. Le Japon représente un marché important pour le Canada : il s'agit du troisième marché d'exportation de viande bovine au cours des trois dernières années, comptant pour 6 % du total.

Même si le Partenariat transpacifique donnera sans doute aux producteurs canadiens un avantage sur leurs concurrents européens, russes et argentins (en particulier pour ce qui est du blé et de l'orge), ils continueront de rivaliser avec les producteurs américains et australiens, qui auront droit aux mêmes réductions de tarifs. Cela dit, la Malaisie et le Vietnam présentent des occasions intéressantes pour les producteurs canadiens de canola, puisqu'actuellement, cette culture n'est pas très développée dans les autres pays membres du Partenariat.

Une pierre d'achoppement majeure dans les négociations de l'accord de Partenariat transpacifique était liée aux secteurs canadiens soumis à la gestion de l'offre (notamment la production de produits laitiers, de volaille et d'œufs), que certains pays participants voulaient voir revenir au libre marché. Les détails de l'accord suggèrent que le système de gestion de l'offre resterait sensiblement le même après son entrée en vigueur, une petite proportion d'importations étant permise pour chaque produit de base. Pour les produits laitiers, la part d'importations permise correspondrait à 3,25 % de la production canadienne, et cette part serait moins importante pour les œufs et la volaille. Par la suite, les volumes d'attribution étrangers augmenteraient de 1% par an pour les 13 années suivantes. Par exemple, le quota d'exportation hors contingent pour les pays membres du PTP passerait de 8 333 tonnes de lait dans la première année à 50 000 tonnes d'ici 5 ans, et à un niveau final de 56 905 tonnes, après encore 13 ans. Dans le cas du lait, 85% des importations serait envoyé aux usines de transformation canadiennes pour le traitement ultérieur, tandis que le reste pourrait être dirigé pour la vente au détail. Il y a eu des réactions mitigées du secteur suivant l'annonce du nouvel accord. Certains ont été ravis de constater que le système de gestion de l'offre restera intacte pour les années à venir, tandis que d'autres ont été déçus des concessions faites. Cela dit, la période de mise en place progressive donnera aux acteurs touchés un certain temps pour s'ajuster aux changements, tout en étant possiblement indemnisés pour les pertes y étant associées.

Le gouvernement Harper a aussi annoncé que des

compensations totalisant 4,3 milliards de dollars sur dix ans seraient accordées aux producteurs touchés; on ignore toutefois si les libéraux s'en tiendront à ce programme ou dans quelle mesure ils le modifieront s'ils ratifient l'accord.

Or il a récemment été révélé dans les médias que les données annoncées par le gouvernement Harper sur les importations accordées ne valent que pour les cinq premières années du Partenariat, et que la part de produits laitiers importés augmenterait ensuite de 1 % par année au cours des 13 années suivantes, pour s'établir à 16,25 % au bout de 18 ans. Il s'agit d'un écart substantiel qui ouvre le marché canadien aux producteurs étrangers bien davantage que ne le laissaient croire les premières estimations. Avant que le texte définitif ne soit rendu public, l'impact de l'accord est difficile à mesurer. Certains acteurs du secteur étaient emballés par l'annonce initiale, puisqu'elle sous-entendait que le système de gestion de l'offre perdurerait pendant encore des années. Si ce qui a été rapporté dans les médias s'avère, ces acteurs pourraient être déçus. Cela dit, les producteurs touchés pourraient voir d'un bon œil la période de transition prévue, puisqu'elle leur laisserait du temps pour s'adapter aux changements, et qu'ils pourraient en outre être dédommagés pour leurs pertes.

S'il a été nécessaire de faire des concessions pour participer au Partenariat transpacifique, le Canada ne pouvait se permettre d'être exclu de l'accord; le prix à payer aurait été bien plus important. Si les producteurs américains et australiens avaient par exemple obtenu un accès privilégié aux marchés japonais, malaisien et vietnamien ainsi que des tarifs douaniers moins élevés, les exportations canadiennes dans ces pays auraient été beaucoup moins concurrentielles, et les producteurs auraient eu de grandes difficultés à augmenter leur part de marché. Malgré l'ouverture partielle des industries soumises à la gestion de l'offre, le secteur agricole dans son ensemble devrait grandement profiter de l'accord.

Fait à noter, la Chine ne fait pas partie du Partenariat transpacifique. Le pays, dont la population et les revenus ne cessent de croître, n'en demeure pas moins l'un des principaux marchés pour les agriculteurs canadiens. En dépit d'un récent ralentissement de la croissance économique, le marché chinois restera encore pendant de nombreuses années un important débouché pour les produits agricoles. En effet, si des données indiquent que la consommation de certains produits de base comme les métaux et l'énergie diminue au fur et à mesure que le pays se développe, la consommation de produits de base plus légers (céréales, viandes) par habitant continue d'augmenter, avant de se

stabiliser à un niveau élevé. Il faudra attendre un certain temps avant que ce plateau ne soit atteint en Chine, qui sera donc encore, à long terme, un marché florissant pour les producteurs agricoles canadiens.

En conclusion

Les niveaux records de production et de rendement atteints en 2015 et les prévisions très encourageantes pour 2016 indiquent qu'une hausse des prix des cultures est peu probable à court terme. Parallèlement, l'accroissement progressif des cheptels bovins et porcins limitera la hausse des prix du bétail. Cela dit, la rentabilité des exploitations agricoles devrait demeurer élevée par rapport aux moyennes historiques grâce à la baisse du dollar canadien et à de faibles pressions sur les prix.

À long terme, les occasions de croissance restent nombreuses dans le secteur, notamment en raison de la croissance continue de la consommation de viande et céréales de bonne qualité dans les marchés émergents. S'il est ratifié par le Canada, l'accord de Partenariat transpacifique, dernière tentative du gouvernement fédéral pour ouvrir davantage les marchés, devrait profiter au secteur agricole canadien lorsqu'il entrera en vigueur. Au cours des prochaines années, les agriculteurs auront cependant leur lot de défis à relever, surtout en ce qui a trait aux variations météorologiques et aux incertitudes mondiales. Ces défis sont toutefois devenus la norme au cours des dernières années, et les producteurs agricoles sont de mieux en mieux préparés à parer à toute éventualité.

Dina Ignjatovic, économiste
416-982-2555

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.